

Placer la souveraineté des peuples au centre du débat politique (4è partie)

mardi 26 février 2008 Auteur : par Texte du M'PEP

Résumé

Le projet néolibéral, intégrant la fabrication d'un homme « nouveau », l' « homme néolibéral », ne peut advenir sans détruire la capacité individuelle et collective des individus à s'ériger en peuple. Il faut anéantir la citoyenneté, le sens du bien commun, les solidarités, tout ce qui est collectif. La souveraineté est incompatible avec le néolibéralisme et son action mondialiste.

Sommaire

- * I.- COMPRENDRE LES ORIGINES ET L'INTERET DE LA SOUVERAINETE
- * II.- LA SOUVERAINETE NATIONALE
- * III.- LA SOUVERAINETE POPULAIRE
- * IV.- LA LAÏCITE
- * V.- L'ETAT
- * VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES (a)
- * VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES (b)
- * VII.- LA QUESTION LINGUISTIQUE

VI.- INTERNATIONALISME ET SOUVERAINETES (b)

En ce sens, on ne peut retenir l'idée selon laquelle les travailleurs n'auraient pas de patrie. Formule que Karl Marx a d'ailleurs nuancée, et même contredite. L'Histoire a cruellement démenti cette assertion : gouvernements « d'union sacrée » en 1914 ; constitution d'une « patrie du socialisme » en URSS... Par ailleurs, les multiples luttes de résistance nationale contre des envahisseurs ont démontré que la nation pouvait mériter, notamment aux yeux des travailleurs, qu'on se mobilise pour elle.

Par ailleurs, ce que les socialistes et anarchistes, ou autres internationalistes du XIXème siècle n'avaient pas prévu, c'est que l'Etat ne serait plus au seul « service du capitalisme ». Les institutions, les lois, les impôts ont incorporé progressivement des acquis démocratiques et sociaux. Des services publics et des réglementations se sont développés dans de nombreux pays. La peur de voir le socialisme gagner du terrain, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, n'était pas pour rien dans ce compromis concédé aux travailleurs par les classes dirigeantes des pays industrialisés. Les Etats-Unis et les firmes transnationales dominaient déjà le monde capitaliste, mais les « Etats-nations » jouissaient d'une assez grande latitude pour définir leur politique économique et sociale.

Depuis les années 70, ce « compromis fordiste » et une politique économique « keynésienne » ont permis une forte croissance économique et une certaine réduction des inégalités au sein de chaque pays. Mais ce compromis a été progressivement, puis plus brutalement, remis en cause. Pour cette nouvelle politique de « mondialisation », les nations, les Etats, les services publics, les réglementations devenaient des obstacles à la « libre circulation » des capitaux et des marchandises. Ceci explique que les classes aujourd'hui dominantes, ou celles qui croient tirer profit de la mondialisation, considèrent les nations comme « ringardes » alors que les travailleurs et une grande partie des classes moyennes y sont attachés. Etre patriote, aujourd'hui, c'est être sensible aux aspirations de ces « couches populaires ».

A l'opposé, le M'PEP ne se réclame pas d'une « France éternelle », ni même immortelle. Est-il besoin de développer longuement ce point ? Il n'y avait pas de distinction avant l'an 843 entre la France et l'Allemagne, l'une et l'autre constituées progressivement en plus de dix siècles. Même de Gaulle a préconisé, vers 1941, la fusion de la France et du Royaume-Uni. Qui peut dire ce qui sera souhaitable, y compris d'un point de vue des intérêts nationaux, vers 2843 ? Le M'PEP ne se place pas non plus sous la bannière du « souverainisme ». Mais comme il en sera vraisemblablement accusé, il est utile de s'arrêter sur cette question quelques instants !

L'accusation de « souverainisme » remplace désormais celle de « nationalisme », notamment pour stigmatiser ceux qui, à gauche, ne pensent pas comme il faudrait. On pourrait se contenter de hausser les épaules. Mais cette accusation mérite d'être analysée et réfutée dans la mesure où elle témoigne, généralement, d'une profonde méconnaissance de « la question nationale » et de la manière dont cette question s'articule avec « la question sociale », et même aujourd'hui avec « la question environnementale ». Ce « malentendu » est un des talons d'Achille de la gauche ; ceci traduit en fait une divergence sérieuse sur « la question de la démocratie ».

Il est vrai que le « souverainisme » pose problème du point de vue de la question sociale. Ce concept, importé du Québec, vise à rendre compte de la « souveraineté populaire » et cherche à articuler celle-ci à la « souveraineté nationale » tout en se démarquant du nationalisme. Les « souverainistes », qui se situent à droite en France mais s'en défendent généralement, partent de constats justes. Il est vrai, en effet, que la nation reste le lieu principal de la démocratie politique et de la gestion du social. Il est vrai aussi qu'elle s'appuie sur un sentiment de « vouloir-vivre en commun » qu'on ne saurait balayer d'un revers de main au nom d'une société mondiale idéale. La Résistance des années quarante et nombre de combats « anti-impérialistes » se sont réclamés et se réclament d'ailleurs

légitimement de la Nation démocratique, pour la défendre, pour la rétablir ou pour la construire. Récemment, la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle, adoptée en 2005, montre d'ailleurs que le souci de la souveraineté nationale peut trouver des prolongements et rassembler un grand nombre de peuples. Certains républicains « de droite », dès lors qu'ils ne sont pas totalement fermés à la question sociale, se retrouvent ainsi parfois au coude-à-coude avec des militants de gauche. A l'inverse, l'étiquette de gauche ne garantit pas contre des erreurs tragiques. Faut-il rappeler comment certains, à gauche, se sont conduits pendant l'Occupation ?

On peut rappeler ici la distinction établie par Mao-Tsé-Toung dans son langage, entre « contradictions principales » (entre la bourgeoisie et le prolétariat) et « contradictions secondaires » (entre nations). Dans certaines circonstances, celles d'une lutte de libération nationale, les contradictions « secondaires » peuvent devenir provisoirement principales...

Fuyons donc le sectarisme à l'encontre des « souverainistes ». Mais n'oublions pas que le nécessaire constat de la légitimité démocratique et sociale de la Nation ne saurait suffire. On pourrait même se fourvoyer si ce constat conduisait à accepter les inégalités entre citoyens d'un même pays, à négliger les solidarités internationales, la recherche de compromis et d'arbitrages entre les intérêts nationaux ! C'est l'erreur que commettent souvent les « souverainistes » au nom de l'esprit de solidarité qui doit, aussi, animer les citoyens d'un même pays. Remarquons, en guise de conclusion sur ce point, que les groupes dirigeants s'exonèrent volontiers de la solidarité que requiert le « sentiment national » : exil fiscal, voire solidarité... avec l'ennemi, des émigrés de Coblenze pendant la Révolution aux partisans de « Hitler plutôt que le Front populaire » en 1939 !

L'internationalisme, bien qu'il se fonde sur la souveraineté populaire, se distingue donc du souverainisme, si celui-ci subordonne et réduit les aspirations populaires à la souveraineté nationale.

L'internationalisme s'oppose évidemment au nationalisme, si on se réfère à la conception inconsciente de la nation. En revanche, si on considère la nation comme un « marchepied vers l'universel », le lieu principal où s'exerce la volonté politique des citoyens, il n'y a pas opposition mais complémentarité entre l'internationalisme et ce patriotisme-là. Jaurès l'avait vu et exprimé clairement, il y a un siècle : « ... Ce qui est certain, c'est que la volonté irréductible de l'Internationale est qu'aucune patrie n'ait à souffrir dans son autonomie. Arracher les patries aux maquignons de la patrie, aux castes du militarisme et aux bandes de la finance, permettre à toutes les nations le développement indéfini dans la démocratie et dans la paix, ce n'est pas seulement servir l'internationale et le prolétariat universel, par qui l'humanité à peine ébauchée se réalisera, c'est servir la patrie elle-même. Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie ; c'est dans les nations indépendantes que l'internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. » (Jean Jaurès, L'Armée nouvelle, 1911)

D'une autre manière, Romain Gary a établi une distinction fort pertinente entre le nationalisme « haine des autres » et le patriotisme « amour des siens ». C'est avec ce patriotisme humaniste, internationaliste, qu'il s'agit de renouer après un siècle de tâtonnements et d'errements.

VII.- LA QUESTION LINGUISTIQUE

Elle pose problème au regard de « la question nationale ». Renan, dans Qu'est-ce qu'une nation ? en 1882, range les langues parmi les attributs de la « nation inconsciente ». Renan s'exprimait dans les conditions de l'époque - la légitimité du rattachement de l'Alsace et de la Moselle à la France ou à l'empire germanique - mais il a mal vieilli notamment sur ce point. En effet, la défense et la promotion des langues nationales sont indissociables de la souveraineté nationale et populaire, au même titre que la souveraineté alimentaire. Et au moins autant que la défense d'autres « chefs d'œuvre en péril » ! C'est évident pour la langue française. Et pas seulement au Québec !

Ajoutons, au risque de surprendre, que la sauvegarde de la langue bretonne, par exemple, est aussi un combat que les républicains devraient mener.

Concernant les relations internationales, la bonne approche pourrait être la suivante :

- combattre bec et ongles l'impérialisme de l'anglo-américain ;
- apprendre à comprendre plusieurs langues (et non seulement l'anglais), ce qui est plus facile que d'apprendre à les parler.

A l'occasion des échanges culturels entre des ressortissants de deux ou trois pays, chacun parlerait sa propre langue en étant compris. Toutefois, pour les réunions internationales, ou pour des rencontres bilatérales où l'enjeu de négociations est fortement présent, des interprètes resteraient indispensables : « La langue de l'Europe, c'est la traduction » (Umberto Eco).